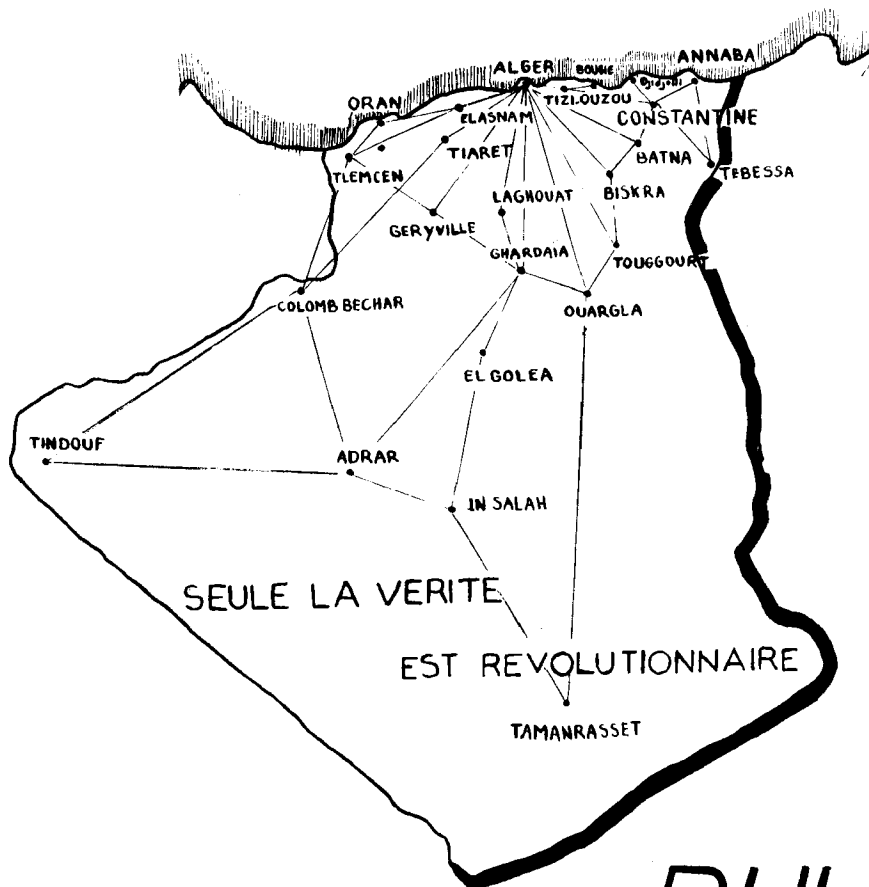


COMITE NATIONAL DE DEFENSE DE LA REVOLUTION

اللجنة الوطنية للدفاع عن الثورة



BULLETIN
DE
LIAISON

نشرة الأتصال

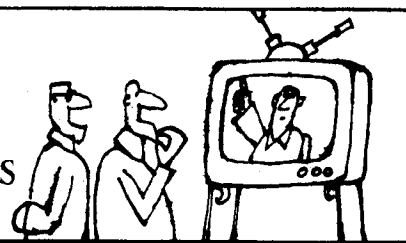
15 octobre 1965

2



EN VRAC

nouvelles et commentaires



SE TIENDRA, SE TIENDRA PAS ? -

A moins d'un mois de la date prévue pour l'ouverture de la Conférence afro-asiatique, on ne sait toujours pas si elle pourra se tenir. En effet, après des semaines de battage, c'est le silence le plus complet dans les milieux officiels algériens. Toujours est-il que le "Sommet Arabe" a évité d'en parler. Vraisemblablement pour ne pas ouvrir des plaies mal fermées. D'un autre côté, les chinois qui étaient parmi les partisans les plus chauds de la date du 5 Novembre, viennent de déclarer par la bouche du maréchal Chen-Yi qu'ils ne participeraient à la conférence afro-asiatique que si les participants s'engageaient à condamner l'impérialisme américain. Faut-il en conclure que le gouvernement de Pékin, prenant ses distances vis à vis d'Alger a décidé de saboter le second bandoeng ?

GUERRE A "L'INTOX" -

Une campagne est menée dans les journaux algérois qui s'intitule "Guerre à l'intox". C'est sûrement en pensant à cette campagne que Monsieur Reda Malek, ambassadeur algérien à Paris, déclarait : "il n'y a pas de sévices en Algérie", au moment même où les victimes racontaient dans le détail, les tortures qu'elles avaient subies, à la presse parisienne.

CONGRES D'UN STYLE NOUVEAU -

Depuis le 19 juin, l'Algérie est à l'heure militaire. Après les Congrès à toutes les sauces du défunt régime, le nouveau pouvoir nous prépare un Congrès des officiers !

Discuteront-ils stratégie militaire ou problèmes économiques ?

UN EXPERT A NEW-YORK -

Pour la réunion annuelle du Fonds Monétaire International, qui s'est tenue à New-York et qui réunissait les experts mondiaux des questions financières, l'Algérie a délégué Kaïd Ahmed soi-disant ministre des finances. On ne peut que se féliciter de ce choix quand on connaît la compétence dans ce domaine du commandant Slimane ex-porte-parole du régime. Il est vrai que les mauvaises langues prétendent que Slimane est "l'homme des américains". Il pourrait donc rapporter pas mal de dollars.

CEUX QUI SAVENT NAGER -

L'échec de la Conférence afro-asiatique a fait quand même quelques heureux. Nous voulons parler des dignitaires du régime qui ont réussi à occuper pendant l'été les splendides villas qui avaient été spécialement aménagées pour les chefs d'Etats au "Club des Pins" sur une des plus belles plages d'Alger. Il paraît qu'il y a des hauts fonctionnaires qui font des vœux pour que la conférence afro-asiatique ne se tienne pas ... comme on les comprend !

PAR-DESSUS LES IDEOLOGIES -

Le gouvernement Soviétique a décidé de reprendre ses livraisons d'armes (pourquoi faire ?) à l'Algérie et ce, au moment même où le nouveau pouvoir lance une offensive de grande envergure contre les communistes. Comme quoi les intérêts commerciaux passent avant la solidarité idéologique.

ETRE SOI-MEME -

Le docteur TALEB, ministre de l'Education Nationale, a déclaré dans une allocution prononcée devant les étudiants, qu'un des principes essentiel auquel il est fermement attaché, était "de rester soi-même"

Nous demandons donc au docteur TALEB de rester "lui-même" (il est vrai que c'est quelquefois difficile) et de s'élever, aujourd'hui comme hier, contre la torture.

CONTRE LA TORTURE

Rien n'est changé en Algérie et la torture conçue comme un châtiment corporel est encore une pratique courante. Seuls les bourreaux et les victimes changent.

Une fois de plus le C.N.O.R. s'élève solennellement contre ces habitudes barbares qui dégradent notre pays et ternissent notre prestige.

UNE EXPERIENCE BENBELLISTE -

Le pouvoir vient de décider l'arrêt des travaux sur le chantier de "l'Aurassi" à Alger.

La construction de ce super-palace, qui devait servir de cadre à la conférence afro-asiatique, fut projetée dans les beaux jours du règne de Benbella. C'est un des exemples caractéristique de la politique benbelliste et de la façon dont on comprenait l'édification du socialisme. "Le plus beau palais d'Afrique" devait être édifié en plein centre d'Alger, malgré l'avis des techniciens qui prévoyaient des glissements de terrain. Les autorités négligèrent cet avis. Les accidents du travail (souvent mortels) furent tellement nombreux que les ouvriers du chantier déclenchèrent plusieurs grèves de protestation. Le pouvoir passa outre. On changea les ouvriers, les amenant d'autres régions. Entre temps, par manque de soins, plus de 1 milliard de matériel et de fourniture furent perdus durant l'hiver. Le pouvoir voulant à tout prix son palais alloua de nouveaux crédits. Mais les ouvriers n'ayant pas été payés pendant trois mois, se mirent en grève ; les C.N.S. à coups de matraques les obligèrent à se remettre au travail pour construire le temple du benbellisme qui ne parvenait pas à monter au-delà du 2ème étage.

Aujourd'hui, on se rend compte de la vanité du projet : le pouvoir a décidé d'y mettre un terme. Mais des milliards ont été gaspillés pour rien (plus d'une dizaine affirment certains) - ce ne sont pas les premiers. Maintenant, nous demandons : "que vont devenir les 6.000 ouvriers du chantier de l'Aurassi" ?



Editorial

La conférence au sommet des chefs des treize états arabes : Algérie, Arabie-Séoudite, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Lybie, Maroc, R.A.U., Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen, vient de s'achever dans les embrassades et les effusions de joie.

Les uns se réjouiront que cette conférence se soit quand même tenue, en dépit de l'absence de Bourguiba et malgré les multiples points de friction, et qu'elle ait abouti apparemment, à un renforcement des liens. Les autres seront irrités de constater qu'une fois de plus, la comédie de la fraternité a été bien jouée pour donner le change aux peuples et au monde international mais que les vrais problèmes n'ont guère été abordés.

En fait, les choses ne sont pas aussi simples, car le terme "Monde Arabe" recouvre deux réalités : d'une part, le monde arabe officiel, celui des sommets, miné par les ingérences et les luttes d'influences, secoué par les crises internes et les complots, déchiré par les querelles de frontières et les guerres intestines et dont l'existence n'est préservée qu'au prix de concessions de plus en plus lourdes aux forces répressives et à l'impérialisme ; d'autre part, le monde arabe des peuples, celui de la misère et de l'ignorance, privé des droits les plus élémentaires, chloroformé par les slogans mystificateurs et les promesses démagogiques, dont les richesses, souvent fabuleuses, sont pillées par l'impérialisme ou dilapidées par l'infime minorité des classes dirigeantes.

Ces deux mondes sont distincts et opposés irréductiblement et le "Sommet" ne peut prétendre représenter les masses arabes. C'est d'ailleurs la constatation de ce profond divorce entre les peuples et les régimes qui a pris le pas à Casablanca sur les problèmes traditionnels : Palestine, commandement arabe unifié etc... et sur les oppositions de personnes, puisque la seule décision prise vise la consolidation des régimes établis sur la base d'une entr'aide politique et militaire entre tous les participants. C'est un véritable "syndicat des gouvernements" qui a vu le jour à Casablanca. Cette réaction d'auto-défense est très significative, car elle prouve, si besoin en était, que des énergies prodigieuses, jusqu'ici muselées, sont en train de se libérer en prenant conscience de leurs intérêts et de leurs problèmes fondamentaux : car, pour elles, il s'agit avant tout de s'attaquer aux véritables sources politiques et économiques de leur arriération, afin de redonner à la nation arabe sa véritable place dans le monde moderne.

LA QUESTION

Dans cet article nos lecteurs trouveront un certain nombre d'informations sur les problèmes du pétrole dans le monde et en Algérie. Notre but n'est pas de présenter une étude approfondie du sujet, mais seulement de fournir les éléments nécessaires aux militants du Parti pour se faire une opinion sur un des problèmes les plus complexes de notre temps : celui du pétrole, l'or noir des uns, le mirage des autres.

PREMIERE PARTIE: LE PETROLE DANS LE MONDE

le cartel international

Le pétrole se trouve réparti à la surface du globe de telle manière que les nations les plus développées - à l'exception des Etats - Unis et de l'Union-Soviétique - en sont pratiquement démunies et doivent importer la majeure partie de leur approvisionnement, tandis que ce sont des pays pauvres, faibles consommateurs, qui en possèdent des réserves considérables. Cette répartition aurait pu profiter aux pays producteurs en les aidant à combler un peu de leur retard économique; malheureusement, ces pays étaient insuffisamment préparés à l'ère du pétrole, et ce sont les grandes sociétés pétrolières qui ont tiré des bénéfices fabuleux de l'exploitation de l'or noir.

En effet, depuis trente ans, la quasi-totalité du marché mondial du pétrole est sous le contrôle de 7 sociétés pétrolières américaines et anglo-saxonnes, groupées dans le cartel international du pétrole. Ayant acquis une solide expérience dans l'exploitation du pétrole américain, les grandes sociétés pressant les énormes gains à réaliser, se lancèrent à l'assaut des pays riches en pétrole où elles ont eu affaire, le plus souvent, à des Etats aux économies arriérées et aux structures politiques féodales ou semi-féodales avec lesquels elles ont pu traiter d'égal à égal. Elles ont en outre réussi, par l'élimination de la concurrence entre elles, à acquérir tout au moins au début, des droits miniers sur des centaines de milliers de Km² pour quelques dollars payés en or à des souverains qui ne voyaient, dans le pétrole, qu'une source providentielle de richesse pour leur trésor privé.

Contrôlant la production, le cartel des pétroles est parvenu à mettre la main sur le commerce mondial et sur les circuits de distribution dans les pays consommateurs. Nous voyons là le meilleur exemple de la coopération des grands trusts pour le pillage systématique des richesses des pays sous-développés dont souvent, le pétrole, constitue la seule ressource naturelle disponible et la seule chance de sortir du sous-développement. Il est significatif à cet égard que le cartel étende son emprise sur les pays consommateurs et seuls, jusqu'à présent, deux pays - les Etats-Unis et l'Union-Soviétique - lui échappent. Pour sa part, la France depuis de nombreuses années fait des efforts extraordinaires pour réduire sa dépendance à l'égard du cartel. Le pétrole algérien est une pièce maîtresse dans la politique française des pétroles que nous étudierons plus loin.

les pays producteurs de pétrole

1°- LES ETATS-UNIS : ils sont en tête avec une production de l'ordre de 360 millions de tonnes. Le cartel ne domine qu'une faible partie du marché grâce à une intervention énérgique des pouvoirs publics qui ont voté la loi anti-trust permettant la défense des producteurs indépendants et qui, tout récemment,

ont instauré un contrôle des importations de produits pétroliers.

LE CARTEL PETROLIER INTERNATIONAL

Il comprend sept grandes sociétés :

- 1°) LA STANDARD OIL OF NEW-JERSEY (ESSO). Société américaine, 140.000 employés, 600.000 actionnaires. Chiffre d'affaires en 1960: plus de QUATRE MILLE MILLIARDS (anciens frs.) - a des ressources dans le monde entier - elle traite 114 millions de tonnes de pétrole brut et distribue 150 millions de tonnes.
- 2°) LA ROYAL DUTCH-SHELL. Société Hollando-Britannique. Chiffre d'affaires en 1960: près de TROIS MILLE CINQ CENT MILLIARDS. Sa production de pétrole brut s'élève en 1960 à 90 millions de tonnes qui proviennent de toutes les parties du monde.
- 3°) LA BRITISH PETROLEUM. Société anglaise. A une production de 73 millions de tonnes qui proviennent de l'Iran, l'Irak et le Koweït.
- 4°) LA GULF. Société américaine, produisant 73 millions de tonnes provenant du Vénézuéla et du Koweït.
- 5°) LA TEXAS. Société américaine produisant 65 millions de tonnes dont une moitié provient des Etats-Unis et l'autre moitié de l'Arabie Séoudite.
- 6°) LA STANDARD OIL OF CALIFORNIA. Société américaine. 50 millions de tonnes. Bénéfice net: 120 milliards par an. Associée avec la précédente pour former la CALTEX.
- 7°) LA SOCONY MOBIL OIL. La moins importante. Société américaine produisant 40 millions de tonnes avec un bénéfice net de 85 MILLIARDS.

2°- L'UNION-SOVIETIQUE : elle a produit 166 millions de tonnes en 1961, et prévoit pour 1965 une production de 240 millions de tonnes. L'industrie du pétrole est nationalisée, elle échappe donc totalement au cartel qu'elle inquiète à cause de l'accroissement de ses exportations vers les pays occidentaux, où elles concurrencent avantageusement les produits du cartel.

3°- LE VENEZUELA : production de 150 millions de tonnes en 1961, les réserves connues s'élèvent à deux milliards et demi de tonnes. Ce sont la Shell et la Standard qui se partagent la quasi-totalité du

DU PETROLE

pétrole vénézuélien. Les concessions initiales ont été accordées pour des redevances dérisoires mais à partir de 1943, les autorités vénézuéliennes ont mené une bataille qui aboutit en 1948, à la reconnaissance par les sociétés de la règle du partage fifty-fifty (la société ne pouvant en aucun cas retirer de sa production davantage de profits que l'Etat concédant les titres miniers). L'industrie pétrolière reste cependant étrangère à l'économie du pays, aussi sous le régime de Bétancourt, de nouvelles mesures sont prises qui portent la part de l'Etat à 60 % et qui obligent les sociétés à former du personnel technique vénézuélien. Par ailleurs, l'Etat devient lui-même exploitant en créant sa propre société, il s'inquiète du sort des gisements en établissant une législation pour leur exploitation rationnelle, il mène une politique de stabilisation des cours mondiaux tout en se préoccupant davantage de la production.

4°- LE MEXIQUE : 30 millions de tonnes. A été longtemps le deuxième producteur. C'est le seul pays à avoir nationalisé l'industrie pétrolière en 1938, après le refus des sociétés d'augmenter la part du gouvernement. Une société nationale (la PEMEX) a été créée. Mais les sociétés mènent un boycott rigoureux tendant à paralyser l'économie mexicaine et retire tous les techniciens. Après une chute de la production, il y a, après la guerre, une nette reprise.

5°- Les autres pays producteurs des CARAIBES sont la Trinité, 5 millions de tonnes et la Colombie 6 millions et demi de tonnes.

6°- LE MOYEN-ORIENT : Iran, 59 millions de tonnes Irak, 49 millions de tonnes Koweït, 91 millions de tonnes Qatar, 8,5 millions de tonnes Arabie-Séoudite, 69 millions de tonnes.

Lorsque les sociétés s'installent sur les bords du Golfe-Persique, elles trouvent en face d'elles, soit d'anciens empires décadents, soit des états à structures encore féodales, où la propriété publique se confond d'ailleurs avec le trésor privé du souverain. Les négociations s'engagent dans ces conditions sur un pied d'égalité entre trusts pétroliers et souverains : elles conduisent à la généralisation d'un type de contrat de caractère très particulier : la concession générale.

La concession générale vaut à la fois pour l'exploration et la production ; elle s'applique à un très vaste territoire et couvre même fréquemment l'ensemble d'un pays. L'accord porte sur une très longue période, entre 60 et 75 ans, ce qui renforce la position monopolistique des pétroliers. Les rapports entre ces derniers et la puissance concédante font enfin l'objet de véritables clauses d'extra-territorialité : il ne sera notamment pas perçu de droits de douane à l'entrée du matériel de forage ni d'impôts sur les revenus du personnel des sociétés. Ainsi ont été créés de véritables Etats dans l'Etat.

Sous l'influence du Venezuela, les sociétés finissent par accepter la règle du fifty-fifty en 1950 sauf cependant en Iran où l'Anglo-Iranian-Company provoquera une crise qui aboutit à la nationalisation des pétroles. Après la chute du gouvernement Mossadegh, une solution négociée intervient entre l'Etat et les sociétés amenant la création d'une société nationale (S.N.I.P.) et le partage des bénéfices moitié-moitié.

Après la nationalisation du canal de Suez, les Etats Arabes et l'Iran vont chercher à se soustraire à l'emprise du cartel. En 1957 une loi est votée en

Iran qui permet à la S.N.I.P. de concéder à titre de gérant les opérations industrielles pétrolières. Les nouveaux permis de recherche seront accordés en faisant appel à une large concurrence. De nouveaux types d'accord font leur apparition dans le domaine pétrolier. Ainsi l'E.N.I. (Mattei) conclut une association avec la S.N.I.P. qui correspond en fait à un partage 75/25. La PANAM offre les mêmes conditions que l'E.N.I. et elle s'engage en plus à verser un droit d'entrée. Une compagnie japonaise conclut des accords avec l'Arabie-Séoudite et le Koweït qui introduit un nouveau type où le partage ne porte pas seulement sur les bénéfices réalisés à la production mais aussi sur tous les profits tirés des stades industriels ultérieurs : transports, raffinage et distribution.

En 1960, le Koweït conclut un nouvel accord avec la Shell dans lequel le partage des bénéfices s'effectuera apparemment selon la règle du fifty-fifty, mais en fait, la Shell devra payer une somme considérable de 30 millions de livres sterling et offrir au Koweït une participation de 20 %.

Ainsi, de nouvelles lignes politiques sont en train de se définir au Moyen-Orient où il semble que les gouvernements aient plus ou moins l'intention de mettre fin au pillage, mais il faut remarquer que malgré des revenus très importants, les niveaux de vie des populations n'ont guère été améliorés et les sommes encaissées ne profitent qu'à une infime minorité qui les gaspille ou les investit dans les pays européens.

les problèmes du pétrole en France

Depuis 1958 on assiste à des changements importants dus à des interventions directes du pouvoir dans l'industrie pétrolière dont le but est d'échapper, au moins en partie, à la domination des sociétés américaines et anglo-saxonnes du cartel et de créer une industrie pétrolière française. Dans cette nouvelle politique, la découverte et la mise en exploitation des pétroles algériens ont joué un rôle fondamental.

En 1928, une législation spéciale fixait les quantités d'essence pouvant être produites en partant de pétrole brut des étrangers et les quantités d'essence provenant de pétroles étrangers, ou d'importation, pouvant être mises à la consommation. Les pétroles provenant de la zone française n'étant pas soumis aux limitations. D'autre part, le groupe CFP/CFR (Compagnie Française des Pétroles constituée pour gérer la participation française à l'Irak-Pétroleum-Company) détient le droit de traiter le quart du brut étranger et, en tant que société française, d'être fournisseur en produits raffinés en France des indépendants. Mais l'industrie pétrolière française est régie en dehors de cette législation par les conditions fixées par le cartel international des pétroles ; ce dernier impose en effet, sur le marché français, les prix de monopole qui n'ont rien à voir avec le coût de production, car le cartel les fixe sur le lieu de consommation en les alignant sur des importations théoriques de produits en provenance de ses propres ressources aux Caraïbes ou au Moyen-Orient.

(à suivre)



LETTRE D'ALGERIE

1

~~Alger~~ le 6 octobre

cher frère

En réponse à ta lettre, je m'empresse de t'écrire ces quelques mots pour te donner une aperçu authentique de la situation. Pour dire la vérité il faut remarquer que les soi-disant représentants du régime actuel ne manifestent aucune hâte dans leurs activités. La situation dans l'arrondissement de ~~Alger~~ est ~~est~~ identique à celle du 18 juin. Aucune amélioration, aucun changement, même dans la fédération qui vient d'être installée officiellement. Toute la mafia reste. Ces kammas dans tout l'arrondissement sont inchangés et elles ne manifestent aucune activité apparente. Quant aux organisations nationales on ne parle même pas. A l'exception des anciens moudjahidines dont une

2

comité régional a été nommé par une délégation venue de Constantine. Je crois que la commission nationale chargée de la reconstruction du Front chérifien avait tout à attendre des anciens moudjahidines.

Du point de vue économique, la situation est alarmante, la population vit repliée sur elle-même, désespérée, accablée d'impôts: impôts sur la petite maison d'habitation, sur le petit commerce etc... Bien entendu les maîtres (voir discours de Boumedienne) minuent la belle vie, ils ont doublé, triplé leur fortune, ils ne sont nullement inquiétés on ne leur reproche absolument rien, au contraire toutes les portes leur sont ouvertes. A l'approche de l'hiver, c'est un véritable exode des montagnards, qui viennent grossir le flot des chômeurs qui traînent dans les rues des villes. Aucune solution n'apparaît et personne ne semble s'en préoccuper.

Dans le domaine du secteur socialiste c'est le marasme, sauf pour une usine de liège qui fonctionne de façon potable

3

il semble que les autorités ne fassent aucune contrôle même en cas de déficit grave ou de baisse de production; ils laissent faire pour mieux liquider le principe même de l'autogestion, ainsi les fameux magasins livrés de l'ONACO pour en voir de disparaître. A Bous par exemple, le plus grand d'acier "Revel du ciel" a été "bouclé". à Djidjelli, le cinéma Rio a été fermé sur ordre de Constantine. Et pourtant les bars ne sont pas en chômage, au contraire, ils sont débordés de travail, et la consommation des boissons alcoolisées devient grande.

Selon une information de bonne source un grand nombre de lieux nationaux ont retrouvé leur anciens propriétaires, il paraît que Tamzali va retrouver ses huiles.

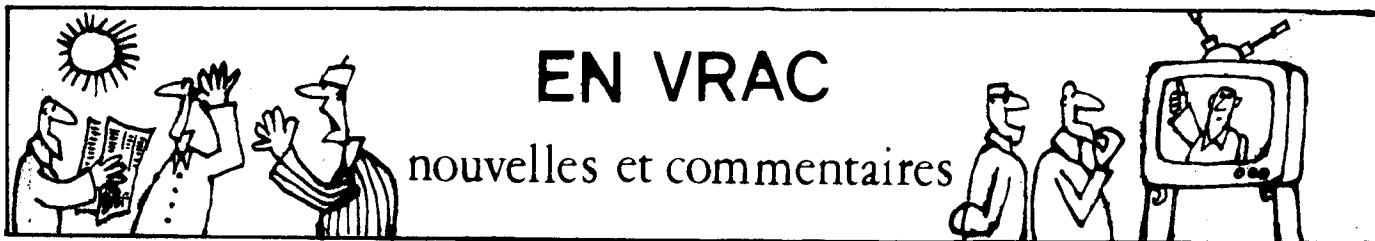
Il paraît que le directeur brisé la haute-entée El-biri et Boumedienne, le chef d'Etat Major annonçant qu'il est plus ou moins sur la touche et reprochant à Boumedienne de n'être rien de lui comme

4

Ben Bella dans le parti. Le même chef Belkacem reproche à Boumedienne et à Slimane de vouloir diriger le pays aux Américains; en réalité chacun est de son côté, mais cette histoire n'est pas encore finie. On constate des mouvements de troupes ainsi les soldats qui étaient à ~~Alger~~ ont été envoyés à ~~Alger~~ et ceux qui étaient à ~~Alger~~ ont été envoyés à ~~Alger~~ car ils fréquentent les cafés, débattent avec la population et finissent par sympathiser avec elle.

Des défections ont été signalées dans l'ANP notamment au camp de Jeune d'Orne près de Skikda.

Dans l'ensemble, le climat d'opacité est las, c'est le règne du pessimisme. On entend dire partout: ce sont tous les mêmes ce sont tous des voleurs. Les gens n'espèrent rien de ce gouvernement, les plus courageux discutent dans les cafés et vont même jusqu'à proférer des insultes à haute voix, mais les autres se taisent et attendent, on ne sait pas quoi...



DEMOCRATIE -

Malgré les déclarations du "Conseil National de la Révolution" qui prétendait changer radicalement de méthodes et abandonner certains procédés de gouvernement chers au précédent régime, il faut constater qu'il n'en est rien. Ainsi, repoussant à une date ultérieure le congrès annuel de l'U.N.E.A., d'où serait sortie une direction représentative du mouvement étudiant, le Colonel Hassan, membre du secrétariat exécutif et Taleb Ahmed, ministre de l'E.N., ont installé une nouvelle direction incriminationnelle (Elle aussi !)

SANS COMMENTAIRE ! -



FACILE OU DIFFICILE -

A la lecture du budget primitif de la ville d'Alger, le préfet a déclaré qu'il éprouvait de très grandes difficultés à diminuer, dans le cadre de la campagne d'austérité, les dépenses de fonctionnement.

Il est vrai que les sollicitations sont nombreuses et qu'il est plus facile de parler de l'Austérité que de l'appliquer.

ALLO !!! ON VOUS ECOUTE ! -

Pour être à l'écoute de tout un peuple, Benbella avait commandé pour deux milliards de tables d'écoute.

Boumedienne ne fit pas mieux que de confirmer la commande.

Il est vrai que lui aussi a autant de raisons de connaître les pensées du peuple.



LA VALSE DES PREFETS -

Medeghri, ministre de l'Intérieur, avait déclaré au moment de sa rentrée en fonction qu'il allait mettre un terme à la valse des préfets et des sous-préfets. Or, on est bien obligé de constater que la valse continue à un rythme endiablé. Il paraît que Medeghri n'y est pour rien, c'est le secrétariat exécutif du Parti qui désigne les préfets. Quand on sait que Oraï dirige les polices, on peut se demander à quoi sert un ministre de l'Intérieur ? Il est vrai que Medeghri avait eu largement le temps de méditer sur la question quand il était ministre de Benbella.

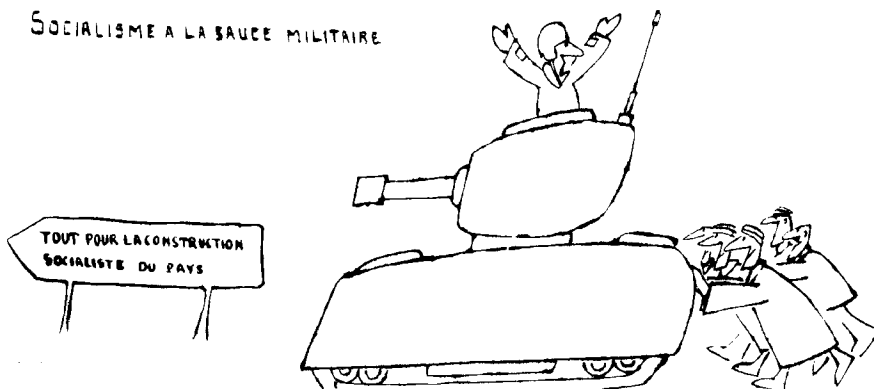
LE B.L. VOUS APPORTERA DEUX FOIS PAR MOIS NOUVELLES, INFORMATIONS, ETUDES, COMMENTAIRES, MOTS D'ORDRE...

LISEZ-LE & FAITES LE LIRE

LE B.L. SERA LE LIEN ENTRE LES MILITANTS DISPERSÉS AUX QUATRE COINS DU PAYS.

FAITES-NOUS PARVENIR ARTICLES, INFORMATIONS, CRITIQUES ET SUGGESTIONS.

SOCIALISME A LA SAUCE MILITAIRE



REVUE DE PRESSE

NOUVELLES D'ALGÉRIE :

Les multiples difficultés créées au secteur autogéré provoquent des grèves dans l'agriculture et l'industrie

Un récent article de « Révolution et Travail », l'organe de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) a fait état d'une grève de 1000 ouvriers du secteur autogéré dans la région de Miliana. Ces ouvriers n'avaient pas été payés depuis trois mois, c'est-à-dire depuis les événements de juin dernier. Dans d'autres entreprises, selon « Révolution et Travail », le personnel n'a pas perçu de salaire depuis cinq semaines.

Ces informations viennent confirmer les nouvelles qui parviennent d'Algérie et qui indiquent un profond malaise dans le secteur autogéré tant agricole qu'industriel. Les diminutions de salaires et le non-paiement des sommes dues aux travailleurs agricoles, les perspectives aussi de voir rendre les domaines saisis à leurs anciens propriétaires ont provoqué d'importants mouvements dans la région de Mostaganem et l'agitation gagne toute l'Oranie.

Dans le Constantinois et dans la région de Tizi-Ouzou, les responsables des S.A.P. (sociétés agricoles de prévoyance) ont reçu la consigne de ne pas prévoir d'investissements l'an prochain dans les domaines saisis en 1962 et 1963.

Cette décision semble faire partie d'un plan général dont le but est l'affaiblissement systématique du secteur agricole autogéré.

C'est ainsi que sous couvert

de règlement des cotisations et des impôts en retard, les nouvelles autorités algériennes ont donné l'ordre aux banques de bloquer les fonds des entreprises. Certaines de celles-ci se voient réclamer des arriérés d'impôts depuis 1962. Des sommes atteignant 1.400 millions d'anciens francs pour les établissements Vve Cote, des centaines de millions pour l'entreprise Blanc sont exigées.

Depuis le 19 juin, un certain nombre d'entreprises confisquées et des comités de gestion ont été prises en mains, ont été réorganisées et leurs anciens propriétaires ont vu leur cas pour l'importante usine de peinture NORCOLOR qui a été enlevée aux travailleurs au mois d'août. Selon certaines informations, BISOPAL, qui a regroupé les entreprises de biscuiterie, disparaîtrait bientôt et serait remise au trust « LU » de Nantes.

Un des signes caractéristiques de cette dernière période est l'attitude du patronat qui, visiblement, depuis le 19 juin, a repris beaucoup d'assurance. Cette réaction se manifeste par

de nombreux licenciements qui visent principalement les anciens militants syndicaux.

En signe de protestation plusieurs grèves ont eu lieu à Alger. Quatre dans la semaine du 25 au 31 août. Hussein Dey, notamment chez Renault et à Rouba. Des heurts se sont produits au chantier des Tagarès où 4.000 ouvriers protestaient contre l'arrêt des travaux.

De même, les dockers ont manifesté assez vivement dans les locaux de la Caisse du port pour exiger la régularisation de leurs pensions. En règle générale, la presse fait le silence sur les grèves.

On signale d'autre part que la Pharmacie Centrale Algérienne, privée de crédits, et qui n'est pas payée par les hôpitaux et les administrations, se trouve au bord de la faillite. Ses fournisseurs refusent déjà de lui faire des livraisons et des médicaments indispensables.

Norcolor a retrouvé son ancien propriétaire

Depuis le 19 juin, un certain nombre d'entreprises confisquées et des comités de gestion ont été prises en mains, ont été réorganisées et leurs anciens propriétaires ont vu leur cas pour l'importante usine de peinture NORCOLOR qui a été enlevée aux travailleurs au mois d'août. Selon certaines informations, BISOPAL, qui a regroupé les entreprises de biscuiterie, disparaîtrait bientôt et serait remise au trust « LU » de Nantes.

Un des signes caractéristiques de cette dernière période est l'attitude du patronat qui, visiblement, depuis le 19 juin, a repris beaucoup d'assurance. Cette réaction se manifeste par

de nombreux licenciements qui visent principalement les anciens militants syndicaux.

En signe de protestation plusieurs grèves ont eu lieu à Alger. Quatre dans la semaine du 25 au 31 août. Hussein Dey, notamment chez Renault et à Rouba. Des heurts se sont produits au chantier des Tagarès où 4.000 ouvriers protestaient contre l'arrêt des travaux.

De même, les dockers ont manifesté assez vivement dans les locaux de la Caisse du port pour exiger la régularisation de leurs pensions. En règle générale, la presse fait le silence sur les grèves.

On signale d'autre part que la Pharmacie Centrale Algérienne, privée de crédits, et qui n'est pas payée par les hôpitaux et les administrations, se trouve au bord de la faillite. Ses fournisseurs refusent déjà de lui faire des livraisons et des médicaments indispensables.

«Eupuration» dans la fonction publique

Dans la fonction publique, le malaise est aussi visible. Il est provoqué par la non-parution d'un statut attendu depuis longtemps et aussi par le début d'une opération d'« eupuration » qui s'opère sur dossiers dans chaque ministère ou administration et qui vise les éléments progressistes et sincèrement socialistes.

Dans la police et au centre hospitalier d'Alger, d'importants licenciements d'éléments jugés « peu sûrs » ont déjà été opérés.

Au Plan et au ministère de l'Industrie, signale-t-on encore, toutes les opérations de planification sont en panne et les hauts fonctionnaires qui travaillent dans ces services craignent qu'une crise économique grave se manifeste dès le mois de novembre.

Dans un autre domaine, celui de la Santé publique, les informations qui parviennent d'Alger infirment les déclarations officielles selon lesquelles la politique de socialisation sera poursuivie.

C'est ainsi que des réunions de médecins ont lieu actuellement pour mettre au point des projets sacrifiant le plein temps et autorisant la rouverture de cabinets privés.

On signale d'autre part que la Pharmacie Centrale Algérienne, privée de crédits, et qui n'est pas payée par les hôpitaux et les administrations, se trouve au bord de la faillite. Ses fournisseurs refusent déjà de lui faire des livraisons et des médicaments indispensables.

Le F.F.S. réclame la libération d'AIT AHMED

M. Smaïn Roger, l'un des organisateurs de la rébellion en Kabylie et le colonel Sadok, actuellement au Maroc, vient d'arriver à Paris pour informer les cadres du F.F.S. (Front des forces socialistes) de la situation en Algérie et entreprendre une campagne pour la libération d'AIT AHMED.

M. Smaïn Roger est un des quatre signataires de l'accord conclu le 16 juin dernier au nom du F.F.S. avec les représentants du gouvernement de Ben Bella en vue d'un cessez-le-feu. Dès le lendemain de cet accord, 1.300 militants F.F.S. furent libérés. Après la prise du pouvoir par le colonel Boumedienne le 19 juin, un représentant du Conseil de la Révolution s'est engagé, selon M. Smaïn, au nom de l'équipe au pouvoir, à respecter l'accord du 16 juin. En conséquence, tous les militants F.F.S. remirent leurs armes à l'A.N.P. en vertu des ordres d'AIT AHMED. Or, selon le F.F.S., l'accord prévoyait la libération d'AIT AHMED dans trois mois.

M. Smaïn Roger, F.F.S. n'étant toujours pas libéré à ce jour, les dirigeants du F.F.S. vont déterminer, disent-ils, leur attitude face au gouvernement Boumedienne.

L'objectif visé semble le retour au libre commerce pharmaceutique.

Boumedienne demande des instructeurs militaires

En ce qui concerne la coopération franco-algérienne, elle est renforcée par les cours des deux semaines, mais sur des bases différentes de celles qui prévalaient avec le président Ben Bella.

C'est ainsi que le journal « Le Monde » constatait récemment que certains officiers français étaient très attentifs à la nouvelle orientation d'un régime qui entend substituer des critères d'efficacité au « dogmatisme socialiste » dénoncer et tirer les leçons des échecs du système d'auto-gestion, arrêter les nationalisations (et même rendre des entreprises au secteur privé), écarter les marxistes des postes responsables et, par diverses mesures analogues, chercher à redonner confiance à la petite bourgeoisie algérienne et aux milieux d'affaires étrangers.

« Le Monde » note par ailleurs que le colonel Boumedienne — qui s'est toujours prononcé pour une coopération militaire franco-algérienne — a demandé à Paris et semble-t-il obtenu — des instructeurs pour les chars, la création d'une école du Génie et surtout que la France aide l'Algérie à se doter d'une Marine (une mission d'officiers de la Flotte française s'est rendue récemment à Alger).

Remous au sein des étudiants algériens

Une fraction du comité exécutif de 14 membres sur 18 et du conseil d'administration (qui une trentaine de l'UNEA regrettant la carence actuelle de l'exécutif de la centrale étudiante, a décidé de se désolidariser de cette attitude abstentionniste et de demander l'appui du secrétariat exécutif du P.L.N. pour l'aider dans la tâche de réorganisation qu'elle envisage d'entreprendre.

Le communiqué publié à cette occasion par les « scissionnistes » précise que cette décision est également dictée par « l'exigence à l'étranger depuis le 27 juin 1965 d'un prétendu comité de coordination de l'UNEA, animé par certains membres du comité directeur » qui « abusent de la bonne foi des frères étudiants à l'étranger » ainsi que par « les agissements et le travail fractionnel de certains membres du comité exécutif depuis le 23 juin 1965 ».

● Alger : l'activité clandestine de l'O.R.P. — signalée ici la semaine dernière — sera-t-elle jugulée par l'arrestation du chef de l'organisation, Zahouane ? La tension politique, en tout cas, n'a pas diminué. La revue « Evénements et perspectives », habituellement bien renseignée sur la vie des coulisses algéroises, fait état des informations suivantes :

— Une partie des officiers s'oppose à l'alliance du gouvernement Boumedienne avec les « technocrates bourgeois », et proteste contre un projet qui donnerait à l'armée des instructeurs français.

— Le colonel Zbiri, chef d'état-major, — qui arrêta Ben Bella à qui il devait son poste — reproche à Boumedienne de n'avoir pas libéré, comme il l'avait promis, M. Aït Ahmed. D'autre part, un conflit personnel l'oppose à son chef : le colonel Zbiri croyait être nommé ministre de la Défense, mais au dernier moment le colonel Boumedienne conserva pour lui-même ce poste capital. A noter que M. Draïa, chef des compagnies de sécurité, soutient le colonel Zbiri, que tous deux sont originaires de l'Est algérien, alors que Boumedienne et ses principaux ministres sont de l'Ouest.

— Le colonel Abid, commandant la région Alger-Blida ferait preuve d'une telle indépendance qu'il interdirait tout contact du gouvernement avec Ben Bella : il considérerait l'ancien président comme son « prisonnier personnel ».

Pour faire face à cette situation difficile, Boumedienne a convoqué pour la fin de la semaine un congrès des officiers de l'Armée nationale populaire.

Selon l'U.G.T.A.

« SITUATION SOCIALE DRAMATIQUE » DANS CERTAINES ENTREPRISES AUTOGÉRÉES

Alger, 21 septembre (A.F.P.). — « Depuis quelques semaines, les travailleurs du département d'El Asnam (ex-Orléansville) sont la proie d'un bureaucratisme humiliant qui les plonge dans une situation sociale dramatique », rapporte l'organe de l'Union générale des travailleurs algériens, « Révolution et Travail », qui publie une enquête sur les conditions de travail dans les entreprises autogérées de cette région.

« Une grève de mille ouvriers a déjà éclaté dans le secteur de Miliana » (120 kilomètres à l'ouest d'Alger), poursuit le journal. « Grâce aux efforts de l'U.G.T.A., sa durée fut limitée. Un cri de désespoir s'échappa de la bouche de chaque travailleur : « Trois mois sans être payé ! »

Les nombreux témoignages d'ouvriers agricoles que publie ensuite l'organe syndical décrivent les conditions précaires dans lesquelles vivent les travailleurs de certaines entreprises autogérées qui « n'ont pas touché un sou depuis cinq quinzaines » et ne peuvent travailler « le ventre vide ».

« On ne nous nourrit que de promesses sans lendemain », déclare l'un d'eux. Nous sommes les victimes d'un jeu bureaucratique impitoyable.

Dans un court commentaire, « Révolution et Travail » écrit : « L'U.G.T.A., quant à elle, ne se bornera pas à apaiser les travailleurs, à les nourrir de promesses. Elle déploiera tous ses efforts en vue de déceler le mal, d'où qu'il vienne, et de le combattre. »